

ont été dénoncées par les organes qui s'inspirent de sentiments plus élevés. Sur la question d'intervention elle-même, presque tous les grands journaux sont d'accord. Il faut, disent-ils, sauver à tout prix la Serbie, même si la France et l'Angleterre devaient débarquer à Salonique un demi-million de soldats.

Les Chambres ont repris leurs séances le 12 octobre, après un ajournement de dix jours. Et le 14, Sir Edward Grey a fait sa déclaration sur les événements balkaniques. Elle est à peu près dans la même note que celle de M. Viviani. Après avoir exposé la nature des négociations poursuivies avec la Bulgarie, et les raisons de leur échec, le ministre a poursuivi : " Les mesures militaires, adoptées pour faire face aux nécessités d'une situation nouvelle font le sujet d'une attention continuelle de la part des états-majors alliés, et ne sont prises qu'après la plus intime consultation mutuelle. Il ne m'appartient pas de les rendre publiques, mais je crois qu'elles sont basées sur les principes de la plus sûre stratégie. " Dans la Chambre des lords, le marquis de Crewe a fait une déclaration analogue. Et il a ajouté : " Cette attaque contre la Serbie ne fera que rendre plus inébranlable et plus intense la détermination des Alliés de poursuivre la guerre jusqu'à la victoire définitive, quel qu'en soit le coût. Sur aucun point du monde, il n'est rien arrivé qui puisse affaiblir cette résolution. " Au cours du débat qui a suivi, lord Milner a critiqué l'expédition des Dardanelles, et a conseillé le retrait des troupes de la péninsule de Gallipoli. Lord Lansdowne a répondu que le gouvernement ne pouvait entrer dans la discussion des opérations militaires.

A la suite de ces déclarations et de ces expressions d'opinions, le malaise dans les cercles parlementaires n'a fait que s'accroître. Les rumeurs de divergences de vues au sein du cabinet, déjà mises en circulation, ont pris de jour en jour